

RECOURS COLLECTIFS CONCERNANT L'INDUSTRIE DU TABAC
AVIS D'AUDITION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE RÈGLEMENT PARTIEL

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO : 500-06-000076-980

COUR SUPÉRIEURE
(Recours collectif)

CONSEIL QUÉBÉCOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ -et- JEAN-YVES BLAIS

Demandeurs

c.

JTI-MACDONALD CORP.
IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

Défenderesses

-et-

JTI-MACDONALD CORP.
IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

Demandereses en Garantie

c.

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur en Garantie

-et-

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Mis en Cause

NO : 500-06-000070-983

CÉCILIA LÉTOURNEAU

Demanderesse

c.

IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.
JTI-MACDONALD CORP.

Défenderesses

-et-

IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.
JTI-MACDONALD CORP.

Demandereses en Garantie

c.

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur en Garantie

-et-

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Mis en Cause

AVIS AUX MEMBRES

PRENEZ AVIS qu'en date du 4 juillet 2011, une entente ("Entente") a été conclue dans ces deux recours collectifs entre les Demandeurs et le Gouvernement du Canada. Les Défenderesses n'ont pas participé à cette Entente.

Si vous êtes membre d'un ou des deux groupes mentionnés ci-dessous, l'Entente vous concerne et pourrait affecter vos droits.

L'Entente doit être approuvée par la Cour et, tel que mentionné ci-dessous, l'audition sur cette question aura lieu le 31 août 2011. Vous avez le droit d'y assister et de faire valoir votre point de vue à la Cour lors de cette audition.

Si elle est approuvée, l'Entente aura, entre autre, pour effet que:

- A. Le montant de votre, ou de vos, réclamation(s) potentielle(s) contre les compagnies de tabac Défenderesses dans les deux recours collectifs pourrait être réduit;
 - B. Votre droit de réclamer un quelconque montant au Gouvernement du Canada dans ces deux recours collectifs sera éliminé;
 - C. Le Gouvernement du Canada pourrait réclamer le remboursement de certaines sommes qui pourraient être payables aux membres des groupes en vertu d'un jugement favorable (Voir l'Entente aux paragraphes 8 et 17);
1. L'Entente s'applique aux deux recours collectifs mentionnés ci-dessus et vise les groupes actuellement définis comme suit :

<p>« Toutes les personnes résidant au Québec qui, au moment de la signification de la requête, [19 novembre 1998], souffraient d'un cancer du poumon, du larynx ou de la gorge ou d'emphysème, ou qui depuis la signification de la requête ont développé</p>	<p>« Toutes les personnes résidant au Québec qui, au moment de la signification de la requête [10 septembre 1998], étaient dépendantes de la nicotine contenue dans les cigarettes fabriquées par les intimées et le sont demeurées ainsi que les héritiers légaux des</p>
--	---

<p><i>un cancer du poumon, du larynx ou de la gorge ou ont souffert d'emphysème après avoir inhalé directement de la fumée de cigarette, avoir fumé un minimum de 15 cigarettes par période de 24 heures, pendant une période prolongée et ininterrompue d'au moins 5 ans et les ayants droit de toute personne qui rencontrait les exigences ci-haut mentionnées et qui serait décédée depuis la signification de la requête. »</i></p>	<p><i>personnes qui étaient comprises dans le groupe lors de la signification de la requête mais qui sont décédées par la suite sans avoir préalablement cessé de fumer. »</i></p>
---	---

2. Les procédures des Demandeurs dans les présents dossiers ne font aucun reproche et n'attribuent aucune responsabilité au Gouvernement du Canada;
3. En réponse aux recours collectifs, les compagnies de tabac Défenderesses, en plus de leurs Défenses, ont déposé des actions en garantie contre le Gouvernement du Canada. Une action en garantie est une poursuite intentée par le défendeur dans la poursuite originale, prétendant qu'une autre partie est responsable ou devrait partager les dommages du demandeur contre le défendeur;
4. Les compagnies de tabac Défenderesses allèguent dans leurs actions en garantie contre le Gouvernement du Canada qu'elles n'ont commis aucune faute; qu'elles ont fabriqué et vendu des cigarettes conformément aux exigences établies par le Gouvernement du Canada. Elles allèguent que, si une faute leur est attribuable, le Gouvernement du Canada devrait également être tenu responsable et condamné à les rembourser, en tout ou en partie, des dommages causés aux membres des groupes;
5. Les Demandeurs et leurs avocats considèrent que ces procédures en garantie sont sans fondement et sont, au surplus, susceptibles d'alourdir inutilement le procès;
6. L'Entente prévoit une quittance en faveur du Gouvernement du Canada pour toute réclamation de quelque nature qu'elle soit contre ce dernier par les membres des groupes visés par les deux recours collectifs. Les membres des recours renoncent également à leur droit au paiement par les compagnies de tabac Défenderesses de toute somme représentant la part de responsabilité qui pourrait être attribuée au Gouvernement du Canada. Cela signifie que les réclamations des membres seront réduites si la Cour accueille les actions en garantie des compagnies de tabac Défenderesses;
7. En échange, le Gouvernement du Canada s'engage à collaborer avec les Demandeurs et de mettre certaines de ses ressources à leur disposition afin de les aider dans leurs recours contre les compagnies de tabac Défenderesses. En outre, le Gouvernement du Canada payera jusqu'à 1,6 millions de dollars afin de défrayer des déboursés relatifs aux experts des Demandeurs (Entente paragraphe 8);

8. Le Gouvernement du Canada va continuer à se défendre à l'encontre des actions en garantie intentées par les compagnies de tabac Défenderesses;
9. **L'Entente sera soumise à l'approbation de la Cour supérieure, mercredi le 31 août 2011, à 9h30 a.m., en Salle 17.09 au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec;**
10. Si l'Entente est approuvée par la Cour, elle liera tous les membres des groupes à l'exception de ceux qui se sont déjà exclus;
11. Tout membre qui désire formuler des commentaires ou s'opposer à l'approbation de l'Entente doit aviser, par écrit, les procureurs des Demandeurs, en précisant le ou les motifs d'opposition ainsi que leur nom et adresse, **avant le 26 août 2011** à *Recours collectifs tabac/ Entente proposée a/s Trudel & Johnston, 750 côte de la Place d'Armes, suite 90, Montréal, Québec, H2Y 2X8*. Trudel & Johnston s'est engagé à transmettre à la Cour ainsi qu'à toutes les autres parties dans les deux recours collectifs tous les commentaires ou motifs d'opposition reçus;
12. Une version complète de l'Entente est disponible au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal et sur les sites internet des procureurs des Demandeurs : www.trudeljohnston.com et www.lblavocats.ca;
13. Cet avis constitue un survol de l'Entente. En cas de divergence entre cet avis et l'Entente, le texte de l'Entente prévaudra.

Pour obtenir des informations sur l'Entente :

Trudel & Johnston

(514) 871-8385

info@trudeljohnston.com

Lauzon Bélanger Lespérance inc.

(514) 844-4646

info@lblavocats.ca

Cet avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec.

TOBACCO INDUSTRY CLASS ACTIONS
NOTICE OF HEARING ON PROPOSED PARTIAL SETTLEMENT

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
NO : 500-06-000076-980

SUPERIOR COURT
(Class Action)

CONSEIL QUÉBÉCOIS SUR LE TABAC ET LA SANTÉ -and- JEAN-YVES BLAIS

Plaintiffs

v.

JTI-MACDONALD CORP.
IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

Defendants

-and-

JTI-MACDONALD CORP.
IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.

Plaintiffs in Warranty

v.

ATTORNEY GENERAL OF CANADA

Defendant in Warranty

-and-

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIF

Mis en Cause

NO : 500-06-000070-983

CÉCILIA LÉTOURNEAU

Plaintiff

v.

IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.
JTI-MACDONALD CORP.

Defendants

-and-

IMPERIAL TOBACCO LIMITED
ROTHMANS, BENSON & HEDGES INC.
JTI-MACDONALD CORP.

Plaintiffs in Warranty

v.

ATTORNEY GENERAL OF CANADA

Defendant in Warranty

-and-

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIF

Mis en Cause

NOTICE TO MEMBERS

TAKE NOTICE that, on July 4, 2011, an agreement ("**Agreement**") was reached in these two class actions between the Plaintiffs and the Government of Canada. The Defendants had no part in this Agreement.

If you are a member of one or both of the classes mentioned below, the Agreement concerns you and could affect your rights.

The Agreement must be approved by the Court and, as noted below, a hearing on that question will take place on August 31, 2011. You have the right to attend and to make your views known to the Court at that hearing.

If approved, the Agreement will, among other things, result in the following:

- A. the amount of your potential claim(s) against the Defendant tobacco companies in the class actions could be reduced;
- B. your right to claim any amounts from the Government of Canada in these class actions will be eliminated;
- C. the Government of Canada could claim the reimbursement of certain amounts that would be payable to the class members by virtue of a favourable judgment (See the Agreement: paras. 8 and 17).

1. The Agreement applies to the two class actions mentioned above on behalf of classes so far defined as follows:

<i>"All Quebec residents who, at the time of service of the motion [November 19, 1998], were suffering from cancer of the lung, larynx or throat or from emphysema or who, since the service of the motion, have developed cancer of the lung, larynx or throat or emphysema after directly inhaling cigarette smoke and smoking at least 15 cigarettes per 24-</i>	<i>"All persons residing in Quebec who, at the time of service of the motion [September 10, 1998], were and continue to be dependent on the nicotine contained in the cigarettes manufactured by the Respondents as well as the heirs of persons who were included in the group at the time the motion was served but who have since died without giving up smoking prior to their death."</i>
--	---

<p><i>hour period for an extended and uninterrupted period of at least 5 years, and the heirs of any person who met the above requirements and has died since the service of the motion.”</i></p>	
---	--

2. The Plaintiffs' pleadings in these actions make no claim against and attribute no liability to the Government of Canada;
3. In response to the class actions, the Defendant tobacco companies, in addition to their Defences, have filed actions in warranty against the Government of Canada. An action in warranty is a lawsuit brought by a defendant in an original lawsuit, claiming that another party is responsible for or should share in the plaintiff's damages against the defendant.
4. The Defendant tobacco companies allege in their actions in warranty against the Government of Canada that they did nothing wrong; that they manufactured and sold cigarettes according to the requirements established by the Government of Canada. They allege that, if any wrongdoing is found on their part, the Government of Canada should also be held liable and be condemned to reimburse them, in whole or in part, for any damages caused to class members;
5. The Plaintiffs and their attorneys believe that the pleadings in warranty are unfounded and, furthermore, that they are likely to burden the trial unnecessarily;
6. The Agreement provides for a release in favour of the Government of Canada from any and all manner of claims by the class members against it in the two class actions. The class members would also waive their right to payment by the Defendant tobacco companies of any amount found to be the Government of Canada's share of liability. This means that the class members will have their claims in the class actions reduced if the Court finds in favour of the Defendant tobacco companies in the actions in warranty.
7. In exchange, the Government of Canada would collaborate with the Plaintiffs and place certain of its resources at their disposal in order to assist them in their claims against the Defendant tobacco companies. In addition, the Government of Canada would pay up to \$1.6 million dollars toward the expenses of Plaintiffs' expert witnesses (Agreement: para. 8).
8. The Government of Canada would continue to defend itself against the actions in warranty by the Defendant tobacco companies;
9. **The Agreement will be submitted to the Superior Court for approval on Wednesday, August 31, 2011 at 9:30 a.m. in Room 17.09 of the Montreal Court House, 1 Notre Dame Street East, Montreal, Quebec;**

10. If approved by the Court, it will bind all class members with the exception of those who have already opted out;
11. Any class member who wishes to express comments or oppose the approval of the Agreement must advise Plaintiffs' attorneys in writing and specify his or her contact information and the grounds of his or her opposition **before August 26, 2011** at *Tobacco Class Action/Proposed Agreement c/o Trudel & Johnston, 750 Côte de la Place, suite 90, d'Armes, Montréal, Québec, H2Y 2X8*. Trudel Johnston have undertaken to deliver all such comments or opposition to the Court and to all other parties in the two cases;
12. A complete version of the Agreement is available at the Registry of the Superior Court in the District of Montreal and on Plaintiffs' attorneys' websites: www.trudeljohnston.com and www.lblavocats.ca;
13. This notice constitutes an overview of the Agreement. In the event of any discrepancy between this notice and the Agreement, the text of the Agreement shall prevail.

To obtain information about the Agreement:

Trudel & Johnston

(514) 871-8385

info@trudeljohnston.com

Lauzon Bélanger Lespérance inc.

(514) 844-4646

info@lblavocats.ca

This notice was approved by the Superior Court of Québec.